

6 Société et Culture

Enseignement supérieur/Grève des enseignants de l'UOB
Un mot d'ordre respecté

Des étudiants déambulant au sein du campus, hier à l'UOB.



Beaucoup parmi eux sont rentrés chez eux après avoir attendu, en vain, les enseignants dans les amphithéâtres.

AEE

Libreville/Gabon

PRÉVU ce lundi 20 novembre, le démarrage des cours en Licence 1 à l'Université Omar Bongo (UOB) n'a finalement pas eu lieu. Non pas du fait des étudiants, qui étaient bien

présents, mais des enseignants membres du Syndicat national des enseignants-chercheurs (Snech). Lesquels, au cours de leur assemblée générale tenue le 10 novembre dernier, ont conditionné le démarrage des cours et les soutenances de mémoires par le paiement in-

tégral par l'État de toutes les sommes dues aux enseignants-chercheurs, dans le cadre de leurs vacances des années antérieures.

Mais jusqu'à ce jour, aucun geste n'a été fait dans ce sens, selon le Pr Mick Ndoumou Moukala, président du Snech-UOB.

A notre passage, hier en matinée, c'était le calme plat dans les amphithéâtres. Du département de Droit à celui des Sciences économiques, en passant par ceux de la Sociologie, la Psychologie..., le constat était le même. Aucun enseignant n'était en salle. Seuls quelques étudiants

s'y trouvaient par petits groupes, faisant mine de s'occuper. D'autres apprenants ont tout simplement choisi de rentrer chez eux. Une situation qui ne devrait pas changer ce mardi non plus. A en croire le Pr Mick Ndoumou Moukala, aucune autorité, à ce jour, ne se serait rapprochée du

Snech-UOB pour une quelconque négociation. L'enseignant assure que son syndicat va rester ferme sur sa position : « Nous tenons sur notre position tant que nous n'avons pas eu satisfaction. Et, vous voyez bien que le mot d'ordre lancé a été respecté », a-t-il conclu.

Dans les régies financières
La grève se poursuit

P.M.M

Libreville/Gabon

LE torchon continue de brûler dans les régies financières. Les agents des Impôts, Douanes, Budget... étaient mobilisés hier au siège du ministère de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du développement durable, sur le Boulevard triomphal. Ils poursuivent la grève déclenchée le mercredi 15 novembre 2017 suite à une amputation opérée sur

leurs primes à hauteur de 57%.

Cette tension devra, selon les grévistes, durer huit jours, le temps de rencontrer la tutelle et de trouver une sortie de crise. « Nous réclamons la transparence dans le traitement de nos primes. Nous rejetons le nouveau système de paiement de primes qui a été signé entre trois ministres et l'Intersyndicale. La Fédération des syndicats des régies financières (Fesyrefaa) n'est pas contente des agissements de l'Intersyndicale et de leur système de paye-



Les agents des régies financières hier. Ils réclament le paiement intégral de leurs primes.

ment variable», a indiqué à la presse, hier, Wilfried-Erisco Mvou-Ossialas,

porte-parole de la Fesyrefaa. Les grévistes se disent ou-

verts à toutes les négociations, mais pas avant de recouvrer les 57% restants

de leurs primes. « La tutelle nous a proposé vendredi dernier de nous rembourser ce qui nous revient de droit, à condition de suspendre le mouvement. Nous rejetons cette proposition d'autant que nous ne pouvons négocier le ventre vide », a-t-il poursuivi.

La crise au sein des régies financières a assez duré. Les agents, bien qu'exaspérés, entendent travailler en synergie avec le gouvernement et trouver des solutions définitives à leurs problèmes.

Lutte antitabac

Les acteurs en guerre contre les paquets de cigarettes non illustrés

AJT

Libreville/Gabon

A l'initiative du bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, deux ateliers dans ce sens se tiennent à Libreville depuis hier, avec la participation des acteurs impliqués dans cette lutte.

DEUX ateliers d'élaboration des mises en garde sanitaires illustrées sur les paquets de cigarettes, et sur le financement innovant de la lutte contre le tabagisme au Gabon se sont ouverts hier à Libreville. Ce, jusqu'au 24 novembre courant. Ces assises sont organisées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en partenariat avec le ministère de la Santé publique, avec les acteurs à ladite lutte au niveau national. Il s'agit, notamment, de concevoir des visuels visant à faire connaître les



Le SG 2 du ministère de la Santé publique, Dr Guy Patrick Obiang a ouvert les travaux.

risques sanitaires liés au tabac, en vue de diminuer la consommation de cette drogue douce au Gabon. Mais aussi, de mettre en place un cadre permanent de discussion, dans l'optique de déterminer les activités à mener sous forme de plan d'actions, et inverser la tendance de la consommation du tabac au Gabon. Les travaux ont été ouverts par le secrétaire général adjoint du ministère

de la Santé, Guy Patrick Obiang. Occasion pour ce dernier de relever tout l'intérêt que revêtent ces échanges. Ce, d'autant que, première cause de cancers ORL, le tabac tue environ dix-neuf mille personnes par jour, dont six mille sont des fumeurs passifs.

« Le tabagisme devient une question de santé publique. Une étude du programme de lutte contre le tabagisme en 2013 indique que



Les participants posant ensemble après l'ouverture de l'atelier.

30% des enfants âgés d'au moins 10 ans fument. C'est dramatique pour un pays comme le nôtre où, tous ici présents, nous connaissons les conséquences du tabagisme. Il faut donc que chacun joue sa partition, que le gouvernement prenne des textes et que nous soyons aussi en action, en créant un cadre qui permet que chacun des acteurs, à son niveau, mène des actions fortes et concrètes. Comment faire en sorte

que dans les établissements scolaires, on ne voit plus des enfants fumer et des adultes les regarder faire? Nous devons pouvoir mutualiser nos efforts pour pouvoir éradiquer ce mal qui, aujourd'hui, gangrène de plus en plus notre cité», a indiqué le représentant du ministère de la Santé. Il faut dire que le but des mises en garde illustrées sur les paquets de cigarettes vise à diminuer le nombre de fumeurs et

modifier les comportements, notamment en augmentant la perception des risques liés au tabagisme. Aussi, pour les participants, « avoir conscience des risques n'est, bien sûr, pas suffisant pour arrêter de fumer, mais cela a, néanmoins, une forte influence sur le comportement tabagique », a terminé Gislène Mousouamy, représentant de l'OMS.